

### Agence d'Annecy

3 Bis, Impasse des Prairies

PAE Les Glaisins - ANNECY-LE-VIEUX

74940 ANNECY

Tel 04 50 64 26 50

ctc.annecy@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.10

### Mission(s)

ATHAND, CONSUEL, HAND, L (\*), LE, SEI (\*), VIEL (\*)

### Nos références

740C2594 (740-C-2023-0027)

### Date

12/02/2026

## VETRAZ-MONTHOUX - EPSM - REHABILITATION DU BATIMENT

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°4 Mission SEI



### Installations électriques.

Envoi	EPSM DE LA VALLEE DE L'ARVE - JOSSERMOZ Marc	Maître d'ouvrage	JOSSERMOZ-M@ch-epsm74.fr
Copie	SERL IMMO - SOURA Nabilah Patrice LE GUILCHER CONCEPT-ELEC	Assistant à Maître d'Ouvrage Economiste BET Electricité	n.soura@groupe-serl.fr patrice.leguilcher@wanadoo.fr concept-elec.bet@live.com

**Auteur(s):** Le vérificateur des installations électriques, Thomas ROZALSKA

Le chargé d'affaire,  
Joël LIMA

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 09/12/2025

Motif : Réception d'une levée de réserves



ACCREDITATION  
N° 3-019  
Liste des sites et portées  
disponibles sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document  
sont couvertes par l'accréditation.  
Elles sont identifiées par le symbole \*.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

    IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

    IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 4

    IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 4

    IV.4 - Calendrier des travaux..... 4

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 5

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 6

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 7

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 8

    VIII.1 - Classement et référentiel..... 9

    VIII.2 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (\*)..... 11

    VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)..... 12

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Les avis relatifs aux dispositions générales, SSI, installations thermiques, installations de gaz, ventilations et fluides, ascenseurs et portes automatiques sont traités par rapports séparés.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 09/12/2025

Motif : Réception d'une levée de réserves

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°740-C-2023-0027 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- CONSUEL - Mission relative à la vérification des installations Electriques en vue de l'obtention du visa consuel
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le vérificateur des installations électriques, Thomas ROZALSKA

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

#### Maître d'ouvrage

EPSM DE LA VALLEE DE L'ARVE  
530 rue de la Patience  
74800 LA ROCHE SUR FORON

#### Assistant à Maître d'Ouvrage

SERL IMMO  
4 BOULEVARD EUGENE DERUELLE  
69003 LYON

#### Architecte

MILK ARCHITECTES  
4 rue Emile Combe  
38400 SAINT MARTIN D'HERES

BET Structure  
SORAETEC  
2 rue de la Viscose  
Le Rayon Vert  
38130 ECHIROLLES

Economiste  
Patrice LE GUILCHER  
184 rue de la Fontaine  
74210 Faverges - Seythenex

BET Electricité  
CONCEPT-ELEC  
22 bis rue de la Chartreuse  
38120 SAINT EGREVE

BET Fluides  
JPG CONSEIL  
14 RUE DES HERBUES  
52000 VERBIESLES

BET VRD  
AKENES

BET Géotechnique  
AMO GEO  
27 rue de Messy  
74300 CLUSES

BET Acoustique  
REZ'ON  
214 route de la Gare  
SAINT-MARTIN-BELLEVUE  
74370 FILLIERE

## **IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération**

Il s'agit de la réhabilitation du bâtiment.

Adresse de l'opération :  
Rue des Carrés  
74100 VETRAZ-MONTHOUX

## **IV.3 - Montant prévisionnel des travaux**

1 200 000 Euros HT

## **IV.4 - Calendrier des travaux**

Début des travaux : 2026  
Durée prévisionnelle des travaux : 18 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

### - Descriptifs - Réception : 26/11/2025

CCTP des lots 3 à 14 et 30

### - Plans électricité - Réception : 26/11/2025

Masse

RDJ

RDC

Mezzanine

### - Plans fluides - Réception : 26/11/2025

Sous dallage

RDJ

RDC

Mezzanine

## **VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT**

**Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.**

**Sans objet.**

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

#### Plans et schémas - Installations électriques Basse Tension

- Plans d'implantation des matériels électriques et tracés des canalisations courants forts et éclairage de sécurité (emplacements des éclairages, prises de courant, alimentations, armoires, éclairage de sécurité)
- Schémas unifilaires des tableaux électriques avec les indications suivantes : intensités de court-circuit, caractéristiques des organes de coupures, courbes et réglages des dispositifs de protection, nature des canalisations, sections des conducteurs, puissances des circuits, schéma des liaisons à la terre, inverseurs de sources
- Notes de calculs détaillées justifiant le dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection Basse Tension

#### Autocontrôles missions sécurité

- Mission SEI : Attestations d'autocontrôles des installations électriques selon article GE8 du règlement de sécurité ERP

### ÉCLAIRAGE

#### Éclairage de sécurité

- Certificat de conformité NF EN 60598-2-22 des BAES

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.



## VIII.1 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Il s'agit de la réhabilitation du bâtiment existant.

### Description sommaire des installations :

Les installations électriques sont issues d'un comptage à puissance surveillée (120kVA). Le comptage alimente un TGBT situé dans un local technique et un tableau divisionnaire R+1. L'éclairage de sécurité est composé de blocs autonomes de balisage.

**Date d'application du référentiel réglementaire : 15/04/2024**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public :

Effectif du public : 60 personnes

Effectif du personnel : 30 personnes

Effectif public + personnel : 90 personnes

<b>5ème catégorie de type U</b>
---------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

POPP/EG/NA - n°2024 - 556930 en date du 22/05/2024

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

voir le rapport précité

**Autres prescriptions particulières :**

à nous transmettre

## VIII.2 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	<b>Section V - Normalisation</b>		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels électriques	AF	Cf document à transmettre
	<b>Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie</b>		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	<b>Chapitre 2 - Règles Techniques</b>		
PE 15 - PE 19	<b>Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration</b>	HM	appareils prévus < 20kw
PE 23§4	<b>Section V - Chauffage, Ventilation</b> - Alimentation en fonctionnement permanent suivant CH43	SO	
PE 24	<b>Section VI - Installations Electriques</b> Installations électriques, éclairage	AF	
PE 25 - PE 25§6	<b>Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants</b>	SO	
PE 28 - PE 37	<b>Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil</b>	SO	
PO 1 - PO 13	<b>Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels</b>	SO	

## VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Titre I</b>  <b>Chapitre V</b>  <b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-2	Dossier Technique	PM	<p>Nous rappelons les documents devant nous être transmis pour avis avant exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plan des locaux à risque particuliers d'influences externes, particulièrement risque d'incendie et dans ce dernier cas, représentation des différentes zones.</li> <li>- plan détaillé avec emplacement des locaux de service électrique (tableaux principaux-cheminement des canalisations électriques).</li> <li>- schéma unifilaire avec synoptique de la distribution.</li> <li>- note de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et dispositifs de protection.</li> <li>- éléments caractéristiques des luminaires retenus.</li> </ul>
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	<p><b>Remarque du RICT N°2:</b> Si la longueur du câble électrique entre le dispositif de sectionnement à coupure visible pour le cas d'un branchement de type puissance surveillée (comptage tarif jaune ) et le TGBT est supérieure à 3 mètres, le disjoncteur général devra être situé à proximité du panneau de comptage (respect du paragraphe 434.2.2 de la NF C 15-100).</p> <p><b>Réponse de l'entreprise BET CONCEPT-ELEC:</b> Une armoire AGBT est installée au-dessus du compteur, longueur du câble de 1,5m</p>
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	<p><b>Remarque du RICT N°2:</b></p> <p>Au vu du positionnement du TGBT, une coupure d'urgence générale des installations électriques est à prévoir dans une zone facilement accessible aux services de secours.</p> <p><b>Réponse de l'entreprise BET CONCEPT-ELEC:</b> Des coupures d'urgence elec et ventilation sont prévues dans le local secrétariat et dans le local accueil.</p>
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	<p><b>Remarque du RICT N°2:</b> Si des enfants en bas âge ont accès à certains locaux, les appareillages électriques devront être situés à plus de 1,2 m du sol fini.</p> <p><b>Réponse de l'entreprise BET CONCEPT-ELEC:</b> Prévue en base CCTP page 31 : Toutes les prises accessibles au public devront avoir une hauteur d'installation supérieure à 1,2 m (présence de petits enfants dans les locaux)</p> <p><b>Remarque du RICT N°2:</b> Nous rappelons que les volumes de sécurité d'une pataugeoire sont les mêmes que pour une piscine (§ 722 de la norme NF C15-100). Des appareillages électriques sont dans les volumes de sécurité.</p> <p><b>Réponse de l'entreprise BET CONCEPT-ELEC:</b>La zone Balnéothérapie sera refaite en totalité, la salle de balnéothérapie devra respecter la norme NFC15-100 § 722. Alimentation des équipement en TBTS.</p>
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AF	Ce point concerne les locaux suivants: - rangements, - ménage, - chaufferie, - buanderie.
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	<b>Remarque du RICT N°2:</b> Niveau RDC: un éclairage de sécurité est à prévoir dans le dégagement de 9,38m² (entre deux portes de recoupement).  <b>Réponse de l'entreprise BET CONCEPT-ELEC:</b> La porte a été déplacée, j'ai rajouté un BAES
<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>			
R4216-21-1 - R4216-23	<b>Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables</b>	SO	